

L'Allemagne menace de réduire son aide au Burundi

Deutsche Welle, 11.05.2015 Les partenaires européens du Burundi commencent à durcir le ton. L'Allemagne a exprimé son inquiétude devant les violences meurtrières et alerté les pays de la région. Mais que faut-il attendre des pressions étrangères ? C'est par une correspondance de son ministre des affaires étrangères que l'Allemagne s'est exprimée. Correspondance que l'on retrouve dans le quotidien "der Tagesspiegel" dans sa parution du 10 mai. Frank Walter Steinmeier partage ses inquiétudes avec l'Union africaine et certains de ses homologues africains de la région, dont celui du Burundi. L'un des points clés du document est cette mise en garde : les accords de paix d'Arusha signés il y a 15 ans ne doivent pas être mis en cause. Ces accords limitent en effet à deux, le nombre de mandats présidentiels.

L'aide au développement remis en cause Le ministre Steinmeier prévient aussi que son pays pourrait réduire l'aide au développement accordée au Burundi. L'Allemagne n'est pas le seul pays à réagir. La Belgique a annoncé la suspension de son soutien au processus électoral. Stephan Klingebiel, expert à l'Institut allemand pour la politique de développement, analyse cette réaction des partenaires européens du Burundi : « Il est difficile, face à une telle situation, de réagir de manière sensée. Suspendre l'aide au développement devrait dans tous les cas compter parmi les options. Je pense que les pays européens devraient se mettre ensemble pour faire pression ». Il est encore trop tôt pour voir les résultats de ces réactions, estime notre expert. Mesurer la pression Toujours est-il que le président burundais n'a montré jusqu'ici aucune ouverture aux appels concernant sa candidature. Stephan Klingebiel met en garde néanmoins contre l'effet pervers que les pressions pourraient aussi produire : « Il est effectivement à craindre que les sanctions n'amènent pas le président à reconsidérer sa position. Les sanctions ne sont aucune garantie mais elles constituent au moins un signal clair. Ce qui serait bénéfique aussi c'est de mettre à contribution d'autres acteurs tels que l'Union africaine qui pourront coordonner sur place la pression étrangère. » Les Pays-Bas et la Suisse ont aussi annoncé la suspension de leur aide électorale au Burundi, se joignant à la Belgique, ex-puissance colonisatrice du Burundi. Lors d'une réunion avec le gouvernement burundais, la Suisse, les Etats-Unis et l'Union européenne se sont exprimés en faveur d'un report des élections, compte tenu des tensions actuelles.